



Pour des luttes contrôlées par la base,
un monde sans frontières et le pouvoir des travailleurs.

www.etincellenantes.org
contact@etincellenantes.org
21 janvier 2018 N° 15 année 8

Après Notre-Dame-des-Landes : la lutte continue contre les capitalistes et leur monde !



C'est officiel depuis mercredi dernier : il n'y aura pas d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (NDDL). L'État, Vinci et leur clique ont dû remballer leurs plans. Il ne leur sera pas permis d'aplatir sous le béton 2000 hectares de terres agricoles et d'espaces naturels abritant une biodiversité exceptionnelle. Cette victoire a été gagnée grâce à la lutte déterminée, depuis des décennies, des habitants de NDDL et de la ZAD, et de leurs milliers de soutiens militants ou simples citoyens révoltés par ce projet inutile, ruineux et polluant.

PARÉ AU DÉCOLLAGE... DES PROFITS

Le projet était ancien : il y a 40 ans c'était pour que le Concorde puisse y atterrir, il y a 20 ans, pour être le troisième aéroport parisien, et aujourd'hui pour faire face à la prétendue saturation de l'aéroport Nantes-Atlantique. En plus de l'immense gâchis écologique et social dû à sa construction, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes était un projet sur-dimensionné et inutile pour la population, éclairant de façon crue les rapports entre l'État, les potentats politiques locaux et les grandes entreprises capitalistes.

La construction et la gestion de l'aéroport devaient revenir à Vinci, avec la bénédiction de presque tous les politiciens du coin. Fort de ses liens intimes avec l'État et les collectivités locales [voir l'article De quoi Vinci est-il le nom? ci-contre], Vinci avait décroché en 2010 un contrat (PPP : Partenariat Public-Privé) en béton armé : plus de la moitié des travaux devait être

financée par les contribuables, Vinci ne supportant que 47 % de leur coût total. Pour couronner le tout, Vinci devait tirer bénéfice de l'exploitation du site pour 55 ans. Cet habile et juteux montage était une vraie machine à cash : 2,2 milliards de dividendes étaient déjà prévus pour les actionnaires de Vinci, à distribuer durant la durée d'exploitation de l'aéroport.

VINCI... OU L'ART DU « QUI PERD GAGNE »

C'est donc un coup dur pour les profits de Vinci, mais il ne faudrait pourtant pas déduire que Vinci est perdant. La réaction de l'entreprise à l'abandon du projet, laconique et subtile à la fois, parle d'elle-même : « Comme nous l'avons toujours dit, aujourd'hui plus que jamais, Vinci se tient à la disposition de l'État. » « Et réciproquement », oserait-on ajouter ! Car si le gouvernement siffle la fin du projet et de la ZAD, il prend grand soin de Vinci et de ses profits. D'après le PPP, en cas d'abandon du projet l'État s'engage à indemniser Vinci, pour un montant encore inconnu, qui pourrait atteindre

jusqu'à 350 ou 400 millions d'euros.

Et ce n'est pas tout : Vinci conserve la concession des aéroports de Saint-Nazaire et Nantes, et sera donc aux premières loges pour profiter de l'agrandissement de ce dernier... C'est toute la force de ces grandes entreprises que de pouvoir se reposer sur l'État pour s'assurer de profits stables et abondants.

POUR LES RÉFRACTAIRES : LA MATRAQUE

En annulant le projet, le gouvernement a aussi adressé un message à toutes celles et ceux qui défendent l'idée qu'une autre société est possible, que la propriété privée et les profits ne sont pas une manière juste d'organiser la vie sociale : ce sera la matraque, les lacrymos et les charges de police. La mobilisation de plusieurs centaines de CRS à Nantes et à Rennes, et de 500 gendarmes mobiles aux abords de la ZAD, vise d'abord à s'assurer de la docilité des populations locales face aux ultimatums lancés aux zadistes : une semaine pour libérer la « route des chicanes », et jusqu'au 30



DE QUOI VINCI EST-IL LE NOM ?



Environ 350 millions d'euros seront versés en indemnités au groupe Vinci, du fait de l'annulation du projet d'aéroport de NDDL. Cela laisse sous-entendre que les bénéfices tirés de l'exploitation des aéroports sont bien supérieurs.

En effet, le groupe Vinci issu d'une entreprise de construction créée en 1908, tire ses profits de deux manières. D'une part, en assurant la construction des projets (autoroutes, aéroports, barrages, voies ferrées...) cela permet aux groupes de réaliser des profits à court terme à la livraison du chantier. Mais d'autre part, c'est par la rente issue de la gestion à long terme (concessions) des infrastructures que le groupe Vinci réalise les profits les plus juteux. En effet, le groupe finance et réalise le projet et, en échange, il reçoit de la part de l'État un contrat d'exploitation de l'ouvrage réalisé. Ainsi, l'État complice et même initiateur de ce fonctionnement permet à la multinationale de réaliser des profits colossaux (2,5 milliards de bénéfices en 2014), en cédant des biens publics comme les autoroutes ou les aéroports. D'ailleurs, la Mission d'appui aux partenariats public-privé (MAPP) à Bercy, organe officiel du ministère de l'Économie qui a pour but de promouvoir les partenariats public-privé (PPP) reçoit souvent la visite de cadres de multinationales comme Vinci ou Bouygues.

Mais la voracité du groupe, qui emploie 185 000 personnes à travers le monde, ne s'arrête pas là. Par ses filiales dans la distribution des eaux ou encore l'industrie nucléaire, le groupe et sa collusion avec l'état, apparaît encore plus clairement.

Par exemple, la Sogea-Satom, branche africaine du groupe, créée en 1930 à Rabat sous le protectorat français au Maroc, exploite aujourd'hui de nombreux chantiers et matières premières en Afrique. Les dirigeants de Vinci de l'époque

sont des proches du « parti colonial », groupe d'influence politique qui est pour une colonisation plus agressive de la France, ouvrant la voie à de juteux profits pour les grandes entreprises. Preuve supplémentaire, s'il en fallait, de la collusion entre Vinci et l'État.

Le site d'Arlit au Niger, gisement d'uranium qui alimente un tiers des besoins des centrales françaises, accueille une ville ultra-sécurisée où vivent les cadres expatriés d'Areva, cette ville est construite par Vinci.

De plus, ce que l'on appelle « la grande rivière artificielle », est l'un des pires chantiers du groupe. Commencé en 2002, ce chantier pompe les eaux souterraines du Sahara libyen, pour les acheminer jusqu'à la côte. Ce réseau de pompage assuré par la filiale africaine du groupe, permet de vider l'eau des sous-sols pour accéder aux gisements de pétrole qui s'y trouve. On pompe l'eau du désert, pour pomper le pétrole, absurdité et désastre écologique au nom du profit des multinationales.

Cependant, pour se redonner une bonne image, le groupe Vinci n'hésite pas à pratiquer le mécénat. Par le biais de fondations, le groupe distribue de l'argent et finance des projets lui assurant retombées en image et avantages fiscaux. Par exemple, le groupe finance des jardins bio autour de ses autoroutes. La contradiction fait sourire, mais le groupe Vinci s'assure aussi que la formation de ses futurs cadres et la recherche dans les nouvelles technologies soient assurées par les institutions qu'il parraine.

Par exemple, la chaire génie-civil et éco-construction de l'Université de Nantes, présentée comme l'un des fleurons de la recherche en nouvelles technologies, est financée via la Fondation de l'Université de Nantes.

Je vous laisse deviner qui fait partie de la liste des mécènes...

mars pour libérer la ZAD. L'État menace d'évacuer la ZAD de force, de détruire les lieux de vie de nombreux habitants. On voit bien de quel côté se situe la violence... Celles et ceux qui ont fait le choix de vivre et lutter à Notre-Dame-des-Landes doivent pouvoir y rester, sans craindre l'expulsion.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

Pourquoi le gouvernement ne laisse-t-il pas tranquilles les

zadistes? Car la propriété privée, pour Macron et tous les autres, c'est sacré. Il ne s'agirait pas que des gens commencent à réclamer des droits sur des terres qui ne leur appartiennent pas... Car qui sait quelles drôles d'idées cela pourrait donner à d'autres, bien au-delà... comme de s'en prendre à la propriété privée de Vinci et des grandes entreprises? La victoire de Notre-Dame-des-Landes met en lumière les liens entre l'État et les grandes entreprises capitalistes. Elle montre que face à une telle coalition il

est possible de gagner, que la force de la mobilisation populaire peut renverser bien des obstacles. Mais pour inquiéter véritablement, et empêcher de nuire Vinci et les autres grandes entreprises qui font la pluie et le beau temps, et peuvent mobiliser flics, militaires, politiciens et ministre à leur profit, il faudra plus que des ZAD : un mouvement de révolte généralisée de toute la population, qui prendrait en main ses affaires... et celles des capitalistes par la même occasion!



Macron, la solidarité n'est pas un délit mais une expression d'humanité!



La politique de Macron n'a jamais été aussi proche de celle de Sarkozy. Ce mardi 16 janvier, à Calais, le président a fait une démonstration de son manque de respect vis-à-vis de ceux et celles qui fuient la

guerre, la faim et la misère qui frappent leurs pays d'origine, et pour cela se réfugient en Europe, plus précisément la France, « le pays des droits de l'homme ». Il prévoyait la présentation de sa politique migratoire devant les

représentants des associations qui tentent, sans aucun appui du gouvernement, d'améliorer la vie des réfugiés par la distribution de repas, par les soins médicaux ou par l'hébergement d'urgence. Trois de ces associations (L'auberge des migrants, Utopie 56 et Médecins du Monde) ont refusé de se présenter à cette rencontre, sachant que Macron avait déjà pris ses décisions sans les consulter, et que cette manœuvre ne serait qu'une illusion, ne servant qu'à montrer aux médias un dialogue qui n'existe pas de fait. Il n'a pas pris en compte les propositions et les critiques des associations lors de l'élaboration de son plan. Mais le bilan de cette journée dépasse l'entendement : sous le voile d'un soutien effectif

(Macron propose la prise en charge de la distribution des repas par l'État), le président annonce un recensement des réfugiés présents dans les centres d'accueil CAES, facilitant ainsi la prison et l'expulsion du territoire; nie le fait constaté d'une violence policière systématique, alors que deux associations ont porté plainte contre X pour des couvertures, sacs de couchage et tentes gazés et jetés dans des bennes à ordures; promet une prime aux policiers chargés de la répression et culpabilise ceux et celles qui viennent en aide aux sans-papiers. Sans prendre en compte le fait que cette politique migratoire inhumaine soit la créatrice de la « jungle » de Calais, faute de solution réelle d'accueil et

d'amélioration des conditions de vie des migrants, Macron inverse les rôles, mettant la responsabilité sur le dos des associations qui cherchent à trouver ces solutions. « Lorsque ces associations encouragent ces femmes et ces hommes à rester là, à s'installer dans l'illégalité, voire à passer clandestinement de l'autre côté de la frontière, elles prennent une responsabilité immense. Jamais elles n'auront l'État à leurs côtés », dit-il. Cela en dit long sur la politique d'un gouvernement qui prime la violence contre les plus démunis, tout en pénalisant la solidarité.

FLORIDA PROJECT (2017, USA)

Sur le capot d'une Ford, grise, les crachats disséminés. Sa propriétaire vocifère au balcon et promet la sentence à la meute enfantine qui fuit sous la menace, secouée par un rire partagé; l'insolence au corps et le panache de l'innocence.

Et le mauve, et le pourpre, et le vert jade des façades des motels défilent à l'écran comme des maisons de poupée, habitées par les sans-visages des États-Unis.

Les mères à peine sorties de l'adolescence et abandonnées à elles-mêmes font face à leur destin affublées de leurs enfants, derniers souvenirs des hommes absents. Sean S. Baker dépeint les coulisses du conte américain, l'envers du parc Disney et de ses mascottes au grand sourire.

Moonee, petite fille de six ans et le feu dans le sang, chante l'ennui avec malice. Car *The Florida Project* est un film sur l'ennui; ou les enfants mendient une glace, perdent leurs rires dans un ventilateur, brûlent les coussins de sommeil, encomrent de leurs petites mains le gérant ou moquent la poitrine d'une vieille femme au bord de l'eau. C'est une fresque sur le désœuvrement; un désœuvrement embrassé avec joie. Où les couleurs et l'esthétique clinquante, les sourires de Willem Defoe et de Brooklyn Prince, les grimaces de Moonee



et de sa mère, allègent le dénuement des êtres. Sean S. Baker caresse avec tendresse ses personnages déboussolés en les confondant aux grandes enseignes commerciales, théâtre burlesque des frasques enfantines et de la violence des plus vieux. On ne fait pas tomber de crèmes gla-

cées sur le sol; une politesse pour ne plus avoir à supporter le spectacle des petits aux yeux d'anciens. Derrière les traits crispés de Defoe, la blessure de l'absurdité. L'arbre aimé est aimé parce qu'il est couché. Et le rouge du ciel sera un asile pour l'enfance bafouée.

DERRIÈRE LES FRONTS : RÉSISTANCES ET RÉSILIENCES EN PALESTINE.



Casser des êtres pour mieux casser un peuple, habitué à se soumettre, inscrire l'humiliation dans l'histoire des vaincus, c'est un des leviers qu'utilisent les dirigeants israéliens.

La documentariste Alexandra Dols s'est penchée sur la question psychologique de l'occupation de la Palestine, travaillant avec l'indomptable Samah Jabr, psychiatre et écrivaine palestinienne. Samah dresse un diagnostic psychologique du peuple palestinien, en grande souffrance, qui tous les jours par des actes répétés est contraint de se taire un peu plus.

En intercalant des chroniques de Samah Jabr et des images d'archives, témoignant de la répression des révoltes palestiniennes, la réalisatrice offre un

visage militant à son film, critiquant l'absurdité de l'oppression à laquelle sont confrontés tous les jours les Palestiniens, que ce soit en allant au travail, en passant les nombreux check points, en se faisant emprisonner arbitrairement, parfois plusieurs mois sans jugement. À la merci totale des autorités israéliennes, les Palestiniens font pourtant preuve de détermination, de résistance et malgré les traumatismes nombreux, la vie l'emporte et le combat ne cesse. Le sumoud, c'est la détermination, la résilience, l'envie de se battre, la négation de la défaite qu'on veut leur imposer, ce terme qui est utilisé par les Palestiniens depuis les débuts de la colonisation est une sorte de fil rouge du film, le leitmotiv du combat de Samah Jabr et de ses frères et sœurs palestiniens.